

DOSSIER **AGROBUSINESS** RÉPUBLIQUE DU CONGO

Congo-Brazzaville : la renaissance des pépinières

En sommeil pendant vingt ans, palmiers à huile et cacaoyers font leur retour en force dans la Sangha. Et semblent tenir leurs promesses.



Plants de cacaoyers à Pokola. Photo d'illustration. © Muriel Devey Malu-Malu

Muriel Devey Malu-Malu

Publié le 14 août 2015 Lecture : 5 minutes.



ISSU DU DOSSIER

Congo-Brazzaville : Trêve olympique

Brazzaville accueille les Jeux africains du 4 au 19 septembre. Deux semaines de détente sportive dans un climat politique... tendu.

Sommaire



Dans l'enceinte du port de Ouesso, les vieilles citernes vertes estampillées Sangha Palm ont été soigneusement alignées le long de la voie qui mène au quai, en attendant d'être réutilisées par Eco-Oil Énergie Congo, le repreneur de l'ex-Sangha Palm, dont la concession s'étend sur 44 000 hectares au sud de Ouesso, sur les sites de Makola et de Kandéko (district de Mokéko).

Créé en 2013, Eco-Oil Énergie Congo (dont le capital est détenu en partie par la Société africaine de recherche pétrolière et de distribution, SARPD-Oil) est également implanté dans les départements voisins de la Cuvette (Etoumbi, 100 ha) et de la Cuvette-Ouest (Owando, 500 ha). Son ambition ? Relancer la filière huile de palme, ancien fleuron du pays, dont la production industrielle était à l'arrêt depuis vingt ans.

■ ■ *Le programme table sur la replantation de 5 000 hectares de palmeraies par an pendant cinq ans.*

Eco-Oil Énergie est en passe de remporter son pari, mais le temps presse. Des dizaines de travailleurs s'activent dans les prépépinières et les pépinières. Amorcé en 2014, le programme de relance table sur la replantation de 5 000 ha de palmeraies par an pendant cinq ans, dont les premières récoltes se feront à la fin de la quatrième année. À terme, les vieilles palmeraies, peu rentables, seront remplacées par les nouvelles.

Huile de palme

La production d'huile de palme brute a démarré à partir des régimes provenant de ces anciennes palmeraies. L'extraction est pour le moment réalisée par un modulateur mobile, en attendant la réhabilitation de l'ancienne usine et la mise en service d'une nouvelle unité, en cours de construction, à Mokéko. « Nous prévoyons de fabriquer divers dérivés, dont de la margarine, des produits cosmétiques, des savons, de l'huile blanche et des aliments pour bétail. L'objectif est d'approvisionner d'abord le marché national, puis

d'exporter vers la sous-région, voire sur d'autres marchés du continent
», explique Victor Bolanga, responsable du site.

Au sud du département, près de la rivière Mambili, Atama Plantation Sarl (APS, détenu à 51 % par le malaisien Wah Seong Corporation Berhad) a obtenu mi-2011 l'autorisation d'occuper une réserve foncière de l'État d'une superficie de 180 000 ha, dont 40 000 ha dans la Sangha, pour une durée de vingt-cinq ans renouvelable. Ici, pas de « replantation », mais la création ex nihilo d'une vaste palmeraie. APS a donc commencé par les opérations de déboisement, avant de constituer des pépinières puis de procéder aux plantations proprement dites, à raison de 5 000 ha de nouvelles palmeraies par an. L'unité de transformation devrait être opérationnelle d'ici à 2017.



La Socfin est présente en Afrique dans les plantations de palmiers à huile et d'hévéa depuis la fin du XIXe siècle. Son impact sur la déforestation pourrait s'accroître avec la hausse de la demande mondiale pour l'huile de palme et le caoutchouc, craint Greenpeace. © Muriel Devey Malu-Malu

Cacao

Autre pilier de l'agro-industrie départementale laissé à l'abandon pendant des décennies, la filière cacao est elle aussi en plein redéploiement. Introduite dans les années 1930 dans le district de Sembé, la cacaoculture a connu des hauts et des bas. La production

nationale de fèves s'est en effet écroulée, passant de 2 500 tonnes en 1977, son record, à 800 tonnes au milieu des années 1980 – dont 500 tonnes produites dans la Sangha -, sans se relever... Jusqu'à ce que, en juin 2012, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage signe un protocole d'accord avec la Congolaise industrielle des bois (CIB, lire ci-dessous) afin de redynamiser la filière à très grande échelle.

Le projet a été engagé sur la base des recommandations du Plan national de développement de la production de cacao (PND-Cacao) 2014-2018, avec pour maître d'ouvrage le ministère et pour maître d'œuvre la CIB. Son objectif est de produire 32 millions de plants, qui sont cédés gratuitement aux producteurs, afin de planter 30 000 ha de cacaoyers.

Une vaste pépinière pilote a été installée par la CIB à Madiboungou, à 3 km de Pokola. Protégé du soleil par une immense bâche, le site abrite 1 million de jeunes plants de cacao, dont 300 000 sont destinés aux producteurs du département. L'activité suscite un véritable engouement.

Des zones de production se développent dans les districts de Sembé et de Souanké, mais aussi dans l'est du territoire, à Pikounda, Pokola, Kabo, Gatongo et Lémé. Et les cacaoculteurs sont de plus en plus nombreux. « Ce sont des planteurs villageois, mais aussi des néoruraux, notamment des fonctionnaires, dont les plantations vont de 15 à 50 ha », explique Simon Savou, le directeur général de

l'Agriculture. D'autres pépinières verront le jour. En attendant, parallèlement, des sites d'achat sont établis à Goa, Sembé, Ngbala et Souanké, et les producteurs sont invités à se former et à se regrouper.

« Nous encourageons les projets cacaoyers sous le couvert forestier, souligne Jean-Dominique Bescond, responsable du projet cacao à la CIB. Il s'agit d'associer sur un même espace la cacaoculture et l'arboriculture » afin, notamment, d'éviter le déboisement et de tenir compte des besoins vivriers.

Dans les villages autour de Sembé, c'est l'enthousiasme. « Avec ces plants, nous allons renouveler nos cacaoyers, mais aussi leur associer des safoutiers [arbres fruitiers], se réjouit Éloge Ebel, un jeune producteur. Et grâce à la nouvelle route, nous pourrions écouler toutes nos productions. »

La CIB, une compagnie tout-terrain

Avec un chiffre d'affaires d'environ 40 millions d'euros en 2014 et quelque 930 employés, la Compagnie industrielle des bois (CIB) est l'un des poids lourds de l'économie congolaise, hors secteur pétrolier. Depuis 2011, l'entreprise est devenue une filiale du singapourien Olam, l'un des géants mondiaux de l'agroalimentaire, dont le cœur de métier est la filière bois.

Dans la Sangha, la CIB compte deux unités forestières d'aménagement (UFA), situées dans l'ouest du département, à Kabo et à Pokola, où est implanté son site industriel. En 2014, elle a produit 126 093 m³ de grumes et 71 661 m³ de produits transformés. Scieries, séchoirs, menuiserie... Ses équipements lui permettent de fabriquer des débités, des meubles, des huisseries (portes et fenêtres), ainsi que des panneaux pour construire des maisons en bois, qui sont préassemblées à Pokola avant d'être montées sur site.

Depuis 2012, la compagnie a diversifié ses activités dans le département. « Très engagée dans le développement local et social, la CIB appuie la cacaoculture, qu'elle considère comme une activité génératrice de revenus adaptée à l'économie des populations du Nord. Et le groupe Olam peut offrir un accès au marché international du cacao, qui fait partie de ses 34 produits », explique Jean-Dominique Bescond, responsable du projet cacao à la CIB. Partenaire et conseiller du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage dans le cadre du plan national de développement de la filière, l'entreprise a installé une première pépinière à Pokola.

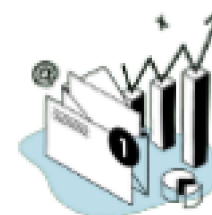
Enfin, disposant d'engins de travaux publics et d'expertise pour entretenir les 800 km de routes qui couvrent ses concessions, la compagnie est amenée, au-delà de ses besoins propres, à assurer l'entretien de routes pour les communes et répondre à des appels d'offres pour la réalisation de nouveaux tronçons. C'est le cas

actuellement sur la RN2 entre Pokola et Enyellé, ou encore pour la construction de l'axe Sembé-Ngbala.

L'eco du jour.

Chaque semaine, recevez le meilleur de l'actualité africaine.

S'inscrire



Jeune Afrique utilise votre adresse e-mail afin de vous adresser des newsletters.
[Consultez notre politique de gestion des données personnelles](#)

[Accueil](#) / [Économie](#) / [Agrobusiness](#)

SERVICES

SITES DU GROUPE

LA RÉDACTION

ABONNEMENT

S'abonner

Activer votre carte d'abonnement.

Consulter le magazine

NEWSLETTER